



Chaire Territoires
et mutations de
l'action publique



Appel à communications pour journées d'études

Les cartes de l'action publique : réformes, légitimations, conflits.

5 – 6 avril 2018

À Paris (17^{ème}), site Pouchet du CNRS

La carte est un instrument classique d'action publique : elle ne constitue pas un outil descriptif et neutre de configurations géographiques mais bien une technologie de gouvernement porteuse de représentations, de conceptions des problèmes publics, d'intérêts. La carte renvoie également à l'organisation spatiale des services publics et des administrations (carte judiciaire, carte scolaire, carte militaire, etc.), dont elle donne une certaine représentation. En cela, la carte est un objet particulièrement intéressant pour penser les mutations de l'action publique sur les territoires, plus particulièrement les reconfigurations des relations entre gouvernants, metteurs en œuvre et gouvernés. Ces journées d'études¹ se donnent pour objectif de remettre les cartes de l'action publique sur le métier en s'intéressant aux transformations des rapports entre centres et périphéries, entre politiques et usagers, entre État et collectivités locales, entre gouvernants et gouvernés, dont elles sont à la fois porteuses et témoin.

Les cartes peuvent être envisagées comme des politiques constitutives en ce qu'elles participent aux processus de réforme internes aux États et portant sur ses mêmes structures. En ce sens, on peut étudier les transformations des cartes de l'action publique – au sens des mutations spatiales et organisationnelles des services publics et des administrations –, ainsi que les effets de ces réformes sur la mise en œuvre de l'action publique et, plus largement, sur les groupes sociaux qui y sont confrontés. Il s'agira d'interroger les logiques institutionnelles, bureaucratiques et politiques de la réorganisation spatiale des services publics, les modalités de réforme, les modes et de légitimation, les mobilisations et les conflits qu'elles peuvent (ou non) susciter. La transformation des cartes de l'action publique suppose de comprendre pourquoi, selon quelles expertises, quels choix politiques et quelles données, quelles représentations des gouvernés, les périmètres et les implantations des institutions publiques sont redessinés. Cela permet au passage d'étudier ce que les mutations des cartes de l'action publique font à l'État, aux collectivités territoriales, aux groupes professionnels et aux groupes sociaux qui se mobilisent sur les territoires pour défendre des intérêts ou, par exemple, revendiquer une forme d'équité territoriale.

¹ Ces journées d'études font notamment suite à la rencontre entre des programmes de recherche menés au sein de différentes institutions depuis quelques années : le Lab'URba (F. Artioli) et le CRESPPA-CSU (L. Barrault-Stella) à Paris, et la Chaire Territoires et mutations de l'action publique de Sciences Po Rennes et le laboratoire ESO (séminaire « Gouverner par les cartes ») (T. Aguilera, E. Hellier, R. Pasquier, M. Rouzeau) à Rennes.



Nous interrogerons la façon dont les changements des cartes transforment les modes de gouvernement des populations et des territoires locaux, et comment ces derniers contribuent (ou non) à donner du sens à ces découpages et contenus territoriaux, à les utiliser, à les combattre voire à les dépasser. Cette perspective s'intéresse alors aux effets des réformes sur les liens gouvernants-gouvernés, dans les processus de légitimation de l'action publique et sur la prise en compte des diverses formes d'inégalités sociales et territoriales. Ces réformes seront étudiées dans une perspective multiniveaux et à travers la confrontation entre différents secteurs d'action publique. Basées sur des matériaux empiriques robustes, les propositions pourront relever de plusieurs champs disciplinaires en sciences sociales (science politique, sociologie, géographie, aménagement) et pourront notamment s'inscrire dans les trois axes suivants :

- Axe 1 : Reformuler les cartes de l'action publique : acteurs, enjeux, luttes
- Axe 2 : Les cartes des services publics et les inégalités territoriales (accès et accessibilité)
- Axe 3 : Les cartes comme instruments de changement : mise en œuvre de l'action publique, participation citoyenne, résistances

Calendrier :

- Date limite d'envoi des communications : 17 décembre 2017
- Sélection des propositions et programme définitif : janvier 2018
- Date limite d'envoi des textes : 11 mars 2018
- Journées d'études : 5 - 6 avril 2018
- Lieu : Site CNRS, 59-61 rue Pouchet 75017 Paris

Les propositions de communication doivent être envoyées à :
colloquecartes2018@gmail.com

Comité d'organisation et scientifique

Thomas Aguilera, Sciences Po Rennes, ARENES, Chaire TMAP
Francesca Artioli, Université Paris Est-Créteil, LAB'URBA
Lorenzo Barrault-Stella, CNRS, CRESPPA-CSU
Patrice Caro, Université de Caen-Normandie, ESO
Emmanuelle Hellier, Université Rennes 2, ESO
Romain Pasquier, Sciences Po Rennes, ARENES, Chaire TMAP



Bibliographie indicative

- Akrich M., Méadel C. (1998), « La représentation des risques urbains. Les technologies de surveillance comme outil d'analyse », in Ansidei M., Dubois D., Fleury D., Meunier B. (dir.), *Les risques urbains, acteurs, systèmes de prévention*, Paris, Anthropos.
- Artioli F. (2017), « Les politiques du retrait territorial de l'État. Réformes de la carte militaire et gestion des mobilisations locales (1989-2012) », *Gouvernement et action publique*, n°1, pp. 81-106.
- Barrault-Stella L. (2012), « Les résistances de la carte scolaire. Les limites du volontarisme politique dans l'action publique », *Politix*, n°98, pp. 109-128.
- Barrault-Stella L. (2013), *Gouverner par accommodements. Stratégies autour de la carte scolaire*, Paris, Dalloz, « Nouvelle bibliothèque des thèses ».
- Barrault-Stella L. (2016), « Produire un retrait de l'État acceptable. Les politiques de fermetures scolaires dans les mondes ruraux contemporains », *Gouvernement et action publique*, n°3, pp. 33-58.
- Barthe Y. (2009), « Les qualités politiques des technologies. Irréversibilité et réversibilité dans la gestion des déchets nucléaires », *Tracés*, vol. 16, n°1.
- Bezès P., Le Lidec P. (2011), « Ce que les réformes font aux institutions », in Lagroye J., Offerlé M. (dir.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin.
- Bezès P. (2009), *Réinventer l'État. Les réformes de l'administration française (1962-2008)*, Paris, Presses Universitaires de France.
- Commaille J. (2000), *Territoires de justice*, Paris, PUF.
- Desage F., Guéranger D. (2011), *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Bellecombès-en-Bauges, Éditions du Croquant.
- Dodier R., Rouyer A., Séchet R. (2008), *Territoires en action et dans l'action*, coll. Géographie sociale, Rennes, PUR.
- Estèbe P. (2004), « Les quartiers, une affaire d'État. Un instrument territoriale », in Lascoumes P. et Le Galès P., *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 47-70.
- Goody J. (1979), *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit.
- Harley J. B. (2001), *The New nature of Maps. Essays in the history of cartography*, Baltimore, John Hopkins University.
- Hood C. (1983), *The Tools of Government*, Chatman, N.J., Chatman House, Hong-Kong.
- Hood C. (2007), « Intellectual obsolescence and intellectual makeovers: reflections on the tools of government after two decades », *Governance*, vol. 20, n°1, pp. 127-144.
- Jacob C. (1992), *L'empire des cartes. Approche théorique de la cartographie*, Paris, Albin Michel.
- King D., Le Galès, P. (2011), « Sociologie de l'État en recomposition », *Revue Française de Sociologie*, 52 (3).
- Konvitz J. (1987), *Cartography in France (1660-1848): science, engineering and statecraft*, Chicago, Chicago University Press.
- Labbé M., (2007) « Les usages diplomatiques des cartes ethnographiques de l'Europe centrale et orientale au XIXème siècle », *Genèses*, vol. 3, n°68, pp. 25-47.
- Lascoumes P., Le Bouhris J.-P. (1998), « Le bien commun comme construit territorial, identités d'action et procédures », *Politix*, n°42, p. 37-66.
- Lascoumes P., Le Galès P. (2004), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Sciences Po, 2004.
- Lascoumes, P. (dir.) (2007), « Gouverner par les cartes », Numéro spécial dans *Genèses*, vol. 3, n°68.



- Le Bourhis J.-P. (2003), « Quadriller le territoire. La cartographie au service de l'action publique contre les risques naturels », in Ihl O., Pollet G., Kaluszynski M. (dir.), *Les sciences de gouvernement*, Paris, Economica.
- Le Bourhis J.-P., (2007), « Du savoir cartographique au pouvoir bureaucratique », *Genèses*, 68, pp. 75-96.
- Majone G. (1999), « The regulatory states and its legitimacy problems », *West European Politics*, vol. 22, n°1, pp. 1-24.
- Massardier G., (1996), *Expertise et aménagement du territoire. L'État savant*, Paris, L'Harmattan, « Logiques politiques ».
- Pinson G. (2009), *Gouverner la ville par projet*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Pickles J. (2004), *A History of Spaces*, Londres, Routledge.
- Pierson P. (1995), *Dismantling the Welfare State ? Reagan, Thatcher and the Politics of Retrenchment*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Pollit C. (2012), *New Perspectives on Public Services. Place and Technology*. Oxford, Oxford University Press.
- Raffestin C. (2000), *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec.
- Rhein C. (2003), « L'espace, les sociologues et les géographes. Déconstruire et reconstruire les disciplines. Les enjeux de l'interdisciplinarité », *Sociétés contemporaines*, n°49-50, pp. 3-12.
- Scott, J. (2009), *Seing Like a State*, Yale University Press.
- Starke, P (2006), « The politics of Welfare State retrenchment. A litterature review », *Social policy and administration*, vol. 40, n°1, pp. 104-120.
- Taulelle, F., Fijalkow Y., Courcelle T. (2017), *Services publics et territoires: Adaptations, innovations et réactions*, Rennes, PUR.
- Tissot S. (2007), *L'État et les quartiers. Genèse d'une catégorie de l'action publique*, Paris, Seuil.
- Tissot S., Poupeau F. (2005), « La spatialisation des problèmes sociaux », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°159, pp. 4-9.
- Zittoun P., (2007), « La carte parisienne du bruit », *Politix*, n°78.